

Enquête "Quelle Europe voulons-nous?" : premiers résultats

Article rédigé par *Fondation de service politique*, le 19 janvier 2006

Des milliers de réponses à notre consultation sur "la France dans l'Europe que nous voulons", nous sont parvenues. L'analyse détaillée de la ventilation des réponses question par question permet de prendre une première mesure des tendances qui se dégagent.

Les valeurs de l'Europe

La question qui portait sur les valeurs de l'Europe, révèle une première surprise : "l'économie de marché" vient en tête des réponses presque à égalité avec le christianisme (60% chacune, en raison des réponses multiples). Le "sens de la personne" et "l'héritage gréco-latin" viennent en second. La "démocratie" et "une espérance commune" ne recueillent enfin que 20 % des réponses. Si l'on en juge par les commentaires, beaucoup de nos amis et correspondants sont convaincus que l'économie de marché et ses valeurs dévorent les fondements chrétiens de l'Europe.

La seconde question portait justement sur l'existence de valeurs communes. Le "respect de l'homme" vient en tête pratiquement dans 100% des réponses. Plus que le taux des réponses, c'est l'échelle des valeurs qui est intéressante. La famille ne serait-elle plus la grande valeur de référence y compris dans les milieux chrétiens ?

L'Europe est-elle une réalité ? 70 % de réponses seulement à cette question. Est-ce le signe qu'il existe un doute sur la nature de l'Europe chez un tiers de correspondants ? D'après les réponses reçues, cette réalité est plus culturelle que religieuse.

La cinquième question permettait de préciser la nature des fondements culturels de l'Europe. La paix et sécurité viennent largement en tête (80%). Les autres fondements sont, dans l'ordre : les "droits de l'homme" et la "démocratie", "l'espérance commune" citée par 70% des personnes est le plus souvent en quatrième position.

Sur la base de cette définition de l'identité européenne, faut-il modifier ces institutions ? 80 % de réponses positives. Les commentaires écrits font état du déficit démocratique et du rôle exagérément centralisateur de Bruxelles. Globalement, la question est assez représentative des griefs adressés à l'Europe.

Si l'on résume et compare les réponses aux cinq premières questions sur l'identité européenne, trois axes forts se dégagent :

- Oui, l'Europe a des frontières naturelles, elle est une réalité culturelle et historique et sa construction repose sur un besoin de paix et de sécurité.
- En revanche la réalité religieuse et la famille ne sont pas citées par le plus grand nombre comme des piliers constituant l'Europe d'aujourd'hui. Simple constat, ou indifférence ? Les commentaires manuscrits aux réponses ne permettent pas encore de trancher de manière catégorique.
- Enfin la famille ne semble plus être reconnu par tous comme la cellule de base de la future Europe.

Cette première série de réponse suggère qu'il y a bien un hiatus entre Europe et Union européenne, l'Union apparaissant non comme un corps politique classique reposant sur une communauté de valeurs, mais comme une institution à vocation utilitaire.

Non à l'entrée de la Turquie

Venons-en aux critères d'élargissement. Évidemment la question a comme arrière-plan la question de l'entrée de la Turquie. À côté des critères historiques et culturels, le critère religieux un peu évincé des réponses sur l'identité devient, ici, déterminant avec 80% de réponses.

Ceci explique les résultats de la huitième question : "Faut-il refuser l'entrée de la Turquie en Europe ?" Le non à la Turquie est unanime ! Pour des motifs géographiques et historiques, mais aussi parce qu'elle est musulmane, (une réponse sur deux), le critère démographique en revanche est peu cité.

Faut-il donc promouvoir d'autres formules que l'adhésion pure et simple à l'Europe pour les pays qui sont voisins ? Encore un oui unanime. Mais les formules oscillent entre l'association et la simple alliance diplomatique et militaire.

Quel projet ?

À la question : "Quelles sont les conditions d'une démocratie participative au niveau européen ?" Peu de réponses et beaucoup de points d'interrogations dans les commentaires. Le terme, "démocratie participative", qui fait partie du vocabulaire bruxellois, n'est pas le vôtre.

Plus simplement, peut-il exister une citoyenneté européenne, et à quelles conditions ? 70% des personnes interrogées répondent oui, 20 % non, 10 % ne se prononcent pas. Cette citoyenneté est fondée à 70% sur "la communauté de pensée et de valeur et sur l'éducation", (40%) plutôt que sur la langue, la culture et le droit de vote.

Quel système de représentation des citoyens, est-il souhaitable pour favoriser cette citoyenneté ? Un doute existe sur les possibilités et la nécessité d'une représentation populaire sous la forme d'institutions fédérales avec un sénat, une chambre des représentants comme aux États-Unis. Sur ce point les réponses se partagent à 50/50 et les commentaires sont parfois assez tranchés.

Dans ces conditions, comment développer une affectio societatis, une volonté de vivre ensemble entre les peuples européens ? Les réponses à la question précédente l'ont montré : ce ne sont pas les institutions, fussent-elles plus démocratiques qui permettront de développer la citoyenneté européenne. En revanche, beaucoup de nos correspondants fondent leur espoir sur les activités culturelles et les initiatives destinées aux jeunes pour développer l'amitié entre les peuples européens.

Dans ces conditions, une politique étrangère commune est-elle souhaitable ?

60 % de oui, 10 % de non, 30 % ne se prononcent pas ou sont sans opinion. Le oui l'emporte donc mais assorti d'un ensemble de commentaires et de restrictions qui expliquent sans doute le taux élevés de sans opinion. Une réponse qui en définitive plus que les autres révèle la difficulté de définir concrètement l'Europe et de l'organiser comme une communauté politique à part entière.

Consultez, participez à notre grande enquête 2007 :

- > La présentation de l'Enquête 2007 La France que nous voulons
- > Le premier volet de l'enquête : Quelle Europe voulons-nous ?

> Le second volet de l'enquête : Quelle France voulons-nous ? (aspects économiques et sociaux)

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>